

ACTUALITÉ JURIDIQUE

de la prévention des risques professionnels

Année 2021

PRINCIPAUX TEXTES OFFICIELS EN HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

parus en **2021**

MINISTÈRE

COUR DE CASSATION

LOI

Bulletin
d'information

Arrêté

CODE
DU
TRAVAIL

Directive

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

JOURNAL
OFFICIEL

LOIS ET DÉCRETS

Mercredi 15 décembre 2010 / N° 290

SOMMAIRE ANALYTIQUE

Arrêtés, circulaires

Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement

Arrêté du 1er décembre 2010 annulant et remplaçant l'arrêté du 15 octobre 2010 modifiant l'arrêté du 25 mai 2010 relatif au titre de l'arrêté 2010 l'ouverture et fixant les modalités des efforts pour les agents par concours externe dans le grade d'agent d'expérimentation des travaux publics

Arrêté du 7 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2010 établissant la liste des substances prioritaires et les modalités et délais de réduction progressive et d'élimination des déversements, effluents, rejets directs ou indirects respectivement des substances prioritaires et des substances dangereuses visées à l'article R. 212-9 du code de l'environnement

Ministère des affaires étrangères et européennes

Arrêté du 15 décembre 2010 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de défense, signé à Paris le 28 février 2007

Arrêté du 15 décembre 2010 portant délégation de signature (contre de crise)

Ministère des transports et du logement

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des efforts de prévention des accidents de travail

Journal officiel
de l'Union européenne

CIRCULAIRE

• Règlement (UE) n° 861/2010 de la Commission (CE) n° 26/88/87 du Conseil relatif au tarif douanier commun

Sommaire

Textes officiels relatifs à la santé et à la sécurité au travail (SST) _____ 3

Textes officiels relatifs à l'environnement, la santé publique et la sécurité civile _____ 23



Document réalisé par le pôle Information juridique - Département Études, veille et assistance documentaires
Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles
65, boulevard Richard Lenoir 75011 Paris - Tél. 01 40 44 30 00 - Fax 01 40 44 30 99 - e-mail info@inrs.fr - www.inrs.fr

Textes officiels

santé et sécurité au travail

Prévention Généralités

Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail (rectificatif).

Premier ministre. Journal officiel du 4 septembre 2021, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

ACCIDENTS DU TRAVAIL / MALADIES PROFESSIONNELLES

Déclaration

Décret n° 2021-526 du 29 avril 2021 relatif aux modalités de déclaration des accidents du travail n'entraînant ni arrêt de travail ni soins médicaux.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 avril 2021, texte n° 51 (www.legifrance.gouv.fr - 3 p.).

Réparation

Décret n° 2021-554 du 5 mai 2021 relatif à la procédure de reconnaissance et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Ministère chargé du Travail, Journal Officiel du 6 mai 2021, texte n°22 (www.legifrance.gouv.fr - 4 p.).

Décret n°2021-1897 du 29 décembre 2021 portant revalorisation des indemnités journalières versées en cas de maladie ou d'accident de la vie privée et en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle des non-salariés agricoles.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 30 décembre 2021, texte n° 77 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Sécurité sociale

Loi n°2020-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 24 décembre 2021, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr - 68 p.).

Tableaux

Décret n° 2021-189 du 19 février 2021 révisant et complétant les tableaux de maladies professionnelles annexés au livre VII du Code rural et de la pêche maritime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 21 février 2021, texte n° 18 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Décret n° 2021-636 du 20 mai 2021 révisant et complétant les tableaux des maladies professionnelles annexés au livre IV du code de la sécurité sociale.

Ministère chargé de la Santé, Journal officiel du 22 mai 2021, texte n°26 (www.legifrance.gouv.fr - 4 p.).

Décret n°2021-1724 du 20 décembre 2021 révisant et complétant les tableaux de maladies professionnelles annexés au livre VII du Code rural et de la pêche maritime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 22 décembre 2021, texte n° 37 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Tarifification

Décret n°2021-1615 du 9 décembre 2021 modifiant le décret n°2017-337 du 14 mars 2017 modifiant les règles de tarification au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles du régime général.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 11 décembre 2021, texte n° 71 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 24 décembre 2021 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles pour l'année 2022.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 décembre 2021, texte n° 66 (www.legifrance.gouv.fr – 19 p.).

Arrêté du 24 décembre 2021 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles dans les exploitations minières et assimilées pour l'année 2022.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 décembre 2021, texte n° 67 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 10 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 16 décembre 1999 modifié et fixant pour l'année 2022 le taux de cotisation des entreprises du bâtiment et des travaux publics à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ainsi que le salaire de référence de la contribution due au titre de l'emploi de travailleurs temporaires.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 14 décembre 2021, texte n° 5 – (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 20 décembre 2021 portant fixation au titre de l'année 2022 des taux de cotisations dues au régime de l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et de la part des cotisations affectées à chaque catégorie de dépenses de ce régime.

Ministère chargé de l'agriculture. Journal officiel du 26 décembre 2021, texte n° 83 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Arrêté du 29 décembre 2021 relatif aux modalités de calcul des taux des cotisations mentionnées aux articles 3, 4 et 4 bis du décret n°2005-278 du 24 mars 2005 relatif aux ressources de la Caisse nationale des industries électriques et gazières.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 décembre 2021, texte n° 43 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 24 décembre 2021 fixant le montant des majorations prévues à l'article D. 242-6-9 du Code de la sécurité sociale pour l'année 2022.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 28 décembre 2021, texte n° 64 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 1^{er} décembre 2021 portant modification de l'arrêté du 6 décembre 1995 fixant le pourcentage de réduction mentionné au dernier alinéa de l'article D. 242-6-11 du Code de la sécurité sociale du taux de la cotisation due par les assurés volontaires au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 11 décembre 2021, texte n° 74 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIR 26/2021 du 20 septembre 2021 fixant un programme d'actions de prévention spécifiques aux activités d'entreposage frigorifique.

*Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.
(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/ameli/cons/CIRCC/2021/CIR-26-2021.PDF> - 15 p.).*

Circulaire CNAM/DRP CIR-29/2021 du 18 octobre 2021 relative à la convention nationale d'objectifs transversale relative aux activités du CTN F – Applicable aux secteurs du bois, du béton, de la céramique, du cristal et du verre.

Caisse nationale d'assurance maladie
(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ame/aurweb/ACIRCC/CIRM-2-p-et-annexes>).

Circulaire CNAM/DRP CIR-30/2021 du 20 octobre 2021 relative à la convention nationale d'objectifs spécifique aux activités de la meunerie, de la nutrition animale, de la filière œufs, des autres activités alimentaires.

Caisse nationale d'assurance maladie
(<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ame/aurweb/ACIRCC/CIRM-2-p-et-annexes>).

SITUATIONS PARTICULIÈRES DE TRAVAIL

Agriculture

Décret n°2021-1547 du 29 novembre 2021 relatif aux modalités de mise en œuvre au sein de la mutualité sociale agricole de l'expérimentation du transfert de certaines activités des médecins du travail à des infirmiers qualifiés en santé au travail.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 1^{er} décembre 2021, texte n° 24 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2021-1833 du 24 décembre 2021 relatif aux règles de sécurité applicables aux travaux agricoles dans les parcs et jardins et à d'autres travaux d'entretien de la végétation.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 28 décembre 2021, texte n° 70 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Arrêté du 21 décembre 2021 portant modification de plusieurs arrêtés relatifs aux formations de santé.

Ministère chargé de l'Enseignement supérieur. Journal officiel du 30 décembre 2021, texte n° 74 (www.legifrance.gouv.fr – 240 p.).

Fonction publique

Décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Ministère chargé des collectivités territoriales, Journal Officiel du 12 mai 2021, texte n° 18 (www.legifrance.gouv.fr – 18 p.).

Décret n° 2021-1544 du 30 novembre 2021 relatif au temps de travail et à l'organisation du travail dans la fonction publique hospitalière

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 1^{er} décembre 2021, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n° 2021-1570 du 3 décembre 2021 relatif aux comités sociaux d'établissement des établissements publics de santé, des établissements sociaux, des établissements médico-sociaux et des groupements de coopération sanitaire de moyens de droit public.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 5 décembre 2021, texte n° 59 (www.legifrance.gouv.fr – 18 p.).

Ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du Code général de la fonction publique.

Ministère chargé de la Fonction publique. Journal officiel du 5 décembre 2021, texte n° 85 (www.legifrance.gouv.fr – 149 p.).

Arrêté du 2 juin 2021 relatif à l'organisation de la formation professionnelle des infirmiers en santé au travail des services de médecine de prévention de la fonction publique de l'État.

Ministère chargé de la Fonction Publique. Journal officiel du 6 juin 2021, texte n°23 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Handicap

Loi n°2021-1575 du 6 décembre 2021 relative aux restrictions d'accès à certaines professions en raison de l'état de santé.

Journal officiel du 7 décembre 2021, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2021-918 du 9 juillet 2021 relatif à la déclaration relative à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés.

Ministère chargé du Travail, Journal Officiel du 11 juillet 2021, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Jeunes

Décret n° 2021-933 du 12 juillet 2021 relatif aux conditions de travail des travailleurs de moins de dix-huit ans à bord des navires et à l'embarquement de personnes autres que gens de mer à des fins d'observation ou de mise en situation en milieu professionnel.

Ministère chargé de la Mer, Journal officiel du 14 juillet 2021, texte n° 46 (www.legifrance.gouv.fr – 7 p.).

Arrêté du 16 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 31 octobre 2017 relatif au contenu des demandes mentionnées à l'article 19 du décret n° 2017-1473 du 13 octobre 2017 relatif à la protection des jeunes travailleurs âgés de moins de dix-huit ans embarqués à bord des navires.

Ministère chargé de la Mer, Journal officiel du 15 août 2021, texte n° 17 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Arrêté du 16 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 29 novembre 2018 relatif au modèle de tableau de service des navires de pêche pour les jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans.

Ministère chargé de la Mer, Journal officiel du 15 août 2021, texte n° 18 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 16 juillet 2021 fixant les modalités d'application de l'article 2 du décret n° 2021-933 du 12 juillet 2021 relatif aux conditions de travail des travailleurs de moins de dix-huit ans à bord des navires et à l'embarquement de personnes autres que gens de mer à des fins d'observation ou de mise en situation en milieu professionnel.

Ministère chargé de la Mer, Journal officiel du 15 août 2021, texte n° 19 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 19 juillet 2021 fixant les modalités de contrôle d'aptitude à la natation mentionnées à l'article 4 du décret n° 2021-933 du 12 juillet 2021 relatif aux conditions de travail des travailleurs de moins de dix-huit ans à bord des navires et à l'embarquement de personnes autres que gens de mer à des

fins d'observation ou de mise en situation en milieu professionnel.

Ministère chargé de la Mer, Journal officiel du 15 août 2021, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 14 septembre 2021 fixant un modèle de convention de stage pour les élèves des lycées professionnels maritimes et des organismes de formation agréés.

Ministère chargé de la Mer, Journal officiel du 1er octobre 2021, texte n° 16 (www.legifrance.gouv.fr – 9 p.).

Arrêté du 29 octobre 2021 fixant la convention type relative aux périodes d'observation réalisées hors temps scolaire ou universitaire à bord des navires en application de l'article L. 5545-8-2 du Code des transports.

Ministère chargé de la mer, Journal officiel du 4 novembre 2021, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr – 6 p.).

Arrêté du 30 novembre 2021 fixant les conventions types relatives aux visites d'information, séquences d'observation et périodes d'observation réalisées durant le temps scolaire à bord des navires en application de l'article L. 5545-8-2 du Code des transports.

Ministère chargé de la Mer, Journal officiel du 11 décembre 2021, texte n° 79 (www.legifrance.gouv.fr – 18 p.).

Mines et carrières

Décret n° 2021-336 du 29 mars 2021 portant simplification dans le domaine de la santé et de la sécurité des travailleurs dans les mines et carrières.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 30 mars, texte n° 5 (www.legifrance.gouv.fr – 7 p.).

Décret n° 2021-902 du 6 juillet 2021 fixant certains compléments et adaptations du Code du travail spécifiques aux mines et carrières en matière d'équipements de travail.

Ministère chargé de l'Ecologie, Journal Officiel du 8 juillet 2021, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2021-1838 du 24 décembre 2021 fixant certains compléments et adaptations du Code du travail spécifiques aux mines et carrières en matière de règles générales et portant abrogation de dispositions relatives à la police des carrières.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 29 décembre 2021, texte n° 5 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Arrêté du 6 juillet 2021 abrogeant plusieurs arrêtés relatifs aux équipements de travail dans les industries extractives.

Ministère chargé de l'Ecologie, Journal Officiel du 8 juillet 2021, texte n° 4 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Plateformes numériques

Ordonnance n° 2021-484 du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 22 avril 2021, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Ordonnance n° 2021-487 du 21 avril 2021 relative à l'exercice des activités des plateformes d'intermédiation numérique dans divers secteurs du transport public routier.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 22 avril 2021, texte n° 45 (www.legifrance.gouv.fr – 10 p.).

Télétravail

Loi n° 2021-1774 du 24 décembre 2021 visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 26 décembre 2021, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr – 7 p.).

Arrêté du 2 avril 2021 portant extension de l'accord national interprofessionnel pour une mise en œuvre réussie du télétravail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 avril 2021, texte n° 71 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Organisation Santé au travail

CSE

Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

Parlement. Journal officiel du 24 août 2021, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr – 126 p.).

Arrêté du 26 mars 2021 modifiant l'article 10 de l'arrêté du 7 août 2020 relatif aux modalités d'exercice de l'expert habilité auprès du comité social et économique.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 8 avril 2021, texte n° 19 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Formation

Arrêté du 25 janvier 2021 fixant la liste des centres, instituts et organismes spécialisés agréés dont les stages ou sessions ouvrent droit aux congés de formation économique, sociale et syndicale.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 janvier 2021, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

CARSAT – CGSS

Circulaire CNAM/DRP CIR-27/2021 du 1^{er} octobre 2021 relative à l'agrément des Ingénieurs Conseil et Contrôleurs Sécurité des services prévention des caisses régionales et générales.

Caisse nationale d'assurance maladie (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/CIRM> – 6 p.).

COCT ET CROCT

Décret n° 2021-842 du 29 juin 2021 modifiant à titre temporaire la composition du Conseil d'orientation des conditions de travail et des

comités régionaux d'orientation des conditions de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 juin 2021, texte n° 46 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2021-1792 du 23 décembre 2021 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil d'orientation des conditions de travail et des comités régionaux.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 26 décembre 2021, texte n° 44 (www.legifrance.gouv.fr – 6 p.).

INSPECTION DU TRAVAIL

Décret n° 2021-143 du 10 février 2021 relatif aux compétences des agents de contrôle de l'inspection du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 12 février 2021, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

NORMALISATION

Décret n° 2021-1473 du 10 novembre 2021 portant modification du décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation.

Ministère chargé de l'économie et des finances. Journal officiel du 13 novembre 2021, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

ORGANISATIONS SYNDICALES

Arrêté du 28 juillet 2021 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives au niveau national et interprofessionnel.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 6 août 2021, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

ORGANISMES ACCRÉDITÉS

Arrêté du 21 décembre 2021 portant désignation temporaire d'organismes pouvant effectuer des relevés photométriques sur les lieux de travail prescrits par l'agent de contrôle de l'inspection du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 décembre 2021, texte n° 45 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 22 décembre 2021 portant désignation temporaire d'organismes pouvant procéder aux contrôles et mesures en matière d'aération et d'assainissement des locaux de travail prescrits par l'agent de contrôle de l'inspection du travail.

Ministère chargé du travail. Journal officiel du 30 décembre 2021, texte n° 41 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

RISQUES PSYCHOSOCIAUX

Harcèlement

Loi n°2021-1458 du 8 novembre 2021 autorisant la ratification de la Convention n°190 de l'Organisation Internationale du Travail relative à l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail.

Journal officiel du 9 novembre 2021, texte n°2 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

SERVICES DE SANTÉ

Surveillance médicale

Décret n° 2021-1065 du 9 août 2021 relatif à la visite médicale des travailleurs avant leur départ à la retraite.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 11 août 2021, texte n° 13 - (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n° 2021-1047 du 4 août 2021 relatif au dossier médical partagé.

Ministère chargé de la Santé. Journal Officiel du 7 août 2021, texte n° 28 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Risques biologiques et chimiques

RISQUE BIOLOGIQUE

COVID-19

Etat d'urgence sanitaire

Loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire.

Premier Ministre. Journal officiel du 16 février 2021, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Mesures de prévention

Décret n° 2021-57 du 23 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 24 janvier 2021, texte n° 25 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2021-76 du 27 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 28 janvier 2021, texte n° 32 (www.legifrance.gouv.fr – 6 p.).

Décret n° 2021-99 du 30 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 janvier 2021, texte n° 55 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Décret n° 2021-188 du 20 février 2021 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 21 février 2021, texte n° 13 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Décret n° 2021-248 du 4 mars 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 5 mars 2021, texte n° 31 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n° 2021-272 du 11 mars 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 12 mars 2021, texte n° 14 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2021-308 du 23 mars 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 24 mars 2021, texte n° 16 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2021-325 du 26 mars 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 27 mars 2021, texte n° 16 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Circulaire n° DGOS/RH3/2021/6 du 2 mars 2021 relative aux mesures destinées à inciter à l'auto isolement des agents publics hospitaliers dans le cadre de la Covid-19.

Ministère chargé de la santé. (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Instruction DGT du 25 mars 2021 relative aux orientations et aux modalités d'intervention du système d'inspection du travail (SIT) dans le cadre des mesures renforcées de lutte contre la Covid-19.

Ministère chargé du Travail. (non publiée), https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/cp_mtei_-_teletravail_-_une_nouvelle_instruction_transmise_a_l_inspection_du_travail_pour_renforcer_les_controls.pdf, 5 p.

Décret n°2021-455 du 16 avril 2021 modifiant les décrets n°2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 17 avril 2021, texte n° 23 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2021-1118 du 26 août 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 27 août 2021, texte n° 13 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Décret n° 2021-1312 du 8 octobre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 9 octobre 2021, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Décret n° 2021-1329 du 13 octobre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 14 octobre 2021, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2021-1413 du 29 octobre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin

2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 octobre 2021, texte n° 42 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 4 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 5 octobre 2021, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n°2021-1671 du 16 décembre 2021 modifiant le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 17 décembre 2021, texte n° 27 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Restauration sur les lieux de travail

Décret n° 2021-156 du 13 février 2021 portant aménagement temporaire des dispositions du Code du travail relatives aux locaux de restauration.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 14 février 2021, texte n° 14 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Services de santé au travail

Décret n° 2021-56 du 22 janvier 2021 adaptant temporairement les délais de réalisation des visites et examens médicaux par les services de santé au travail à l'urgence sanitaire.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 24 janvier 2021, texte n° 18 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n° 2021-729 du 8 juin 2021 modifiant le décret n° 2021-56 du 22 janvier 2021 adaptant temporairement les délais de réalisation des visites et examens médicaux par les services de santé au travail à l'urgence sanitaire.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 9 juin 2021, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2021-56 du 22 janvier 2021 adaptant temporairement les délais de réalisation des visites et examens médicaux par les services de santé au travail à l'urgence sanitaire.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 24 janvier 2021, texte n° 18 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Ordonnance n° 2021-135 du 10 février 2021 portant diverses mesures d'urgence dans les domaines du travail et de l'emploi.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 11 février 2021, texte n° 22 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Parlement. Journal officiel du 1^{er} juin 2021, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr – 12 p.).

Décret n° 2021-729 du 8 juin 2021 modifiant le décret n° 2021-56 du 22 janvier 2021 adaptant temporairement les délais de réalisation des visites et examens médicaux par les services de santé au travail à l'urgence sanitaire.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 9 juin 2021, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Passe sanitaire

Décret n° 2021-724 du 7 juin 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 8 juin 2021, texte n° 7 (www.legifrance.gouv.fr – 11 p.).

Décret n° 2021-1056 du 7 août 2021 pris pour l'application des articles 1^{er} et 16 de la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire.

Ministère chargé de la Justice. Journal officiel du 8 août 2021, texte n° 23 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2021-1215 du 22 septembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 23 septembre 2021, texte n° 17 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2021-1343 du 14 octobre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 15 octobre 2021, texte n° 55 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Vaccination contre la Covid-19

Loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire.

Parlement. Journal officiel du 6 août 2021, texte n° 2, (www.legifrance.gouv.fr – 10 p.).

Décret n° 2021-1059 du 7 août 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 8 août 2021, texte n° 39 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Décret n° 2021-1471 du 10 novembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 11 novembre 2021, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2021-1521 du 25 novembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 26 novembre 2021, texte n° 41 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Décret n° 2021-1507 du 19 novembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 20 novembre 2021, texte n° 18 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Décret n° 2021-1527 du 26 novembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 27 novembre 2021, texte n° 16 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 7 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire

Ministère chargé de la santé, Journal officiel du 8 juillet 2021, texte n°17 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Arrêté du 3 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 4 novembre 2021, texte n° 13 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 10 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 11 novembre 2021, texte n° 27 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Arrêté du 29 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 novembre 2021, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Thanatopraxie

Décret n° 2021-51 du 21 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 28 janvier 2021, texte n° 23 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Activité partielle

Ordonnance n°2021-1214 du 22 septembre 2021 portant adaptation de mesures d'urgence en matière d'activité partielle.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 23 septembre 2021, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr- 2 p.).

Arrêt de travail

Décret n° 2021-13 du 8 janvier 2021 prévoyant l'application de dérogations relatives au bénéfice des indemnités journalières et de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du Code du travail ainsi qu'aux conditions de prise en charge par l'assurance maladie de certains frais de santé afin de lutter contre l'épidémie de Covid-19.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 9 janvier 2021, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr– 4 p.).

Décret n° 2021-24 du 13 janvier 2021 fixant les conditions temporaires de prescription et de renouvellement des arrêts de travail prescrits par le médecin du travail pendant l'épidémie de Covid-19 et les modalités de dépistage du virus SARS-CoV-2 par les services de santé au travail.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 14 janvier 2021, texte n° 32 (www.legifrance.gouv.fr– 2 p.).

Décret n° 2021-271 du 11 mars 2021 modifiant le décret n° 2021-13 du 8 janvier 2021 prévoyant l'application de dérogations relatives au bénéfice des indemnités journalières et de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du Code du travail ainsi qu'aux conditions de prise en charge par l'assurance maladie de certains frais de santé afin de lutter contre l'épidémie de Covid-19.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 12 mars 2021, texte n° 13 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Décret n° 2021-385 du 2 avril 2021 modifiant le décret n° 2021-15 du 8 janvier 2021 relatif à la suspension du jour de carence au titre des congés de maladie directement en lien avec la Covid-19 accordés aux agents publics et à certains salariés.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 3 avril 2021, texte n° 41 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2021-770 du 16 juin 2021 modifiant le décret n° 2021-13 du 8 janvier 2021 prévoyant l'application de dérogations relatives au bénéfice des indemnités journalières et de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du Code du travail ainsi qu'aux conditions de prise en charge par l'assurance maladie de certains frais de santé afin de lutter contre l'épidémie de Covid-19.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 17 juin 2021, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire.

Parlement. Journal officiel du 11 novembre 2021, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Contact COVID

Décret n° 2021-48 du 20 janvier 2021 modifiant le chapitre 1^{er} du décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 21 janvier 2021, texte n° 34 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Déchets d'activités de soins

Arrêté du 16 juin 2021 modifiant l'arrêté du 1^{er} août 2016 modifié déterminant la liste des tests, recueils et traitements de signaux biologiques qui ne constituent pas un examen de biologie médicale, les catégories de personnes pouvant les réaliser et les conditions de réalisation de certains de ces tests, recueils et traitements de signaux biologiques.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 22 juin 2021, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 25 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 5 septembre 2016 relatif à la procédure d'agrément et portant cahier des charges des éco-organismes de la filière des déchets d'activités à risques infectieux (DASRI) perforants, produits par les patients en auto traitement ou par les utilisateurs des autotests de diagnostic en application des articles L. 4211-2-1 et R. 1335-8-7 à R. 1335-8-11 du Code de la santé publique et de l'article L. 541-10 du Code de l'environnement.

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal officiel du 8 décembre 2021, texte n° 3 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Arrêté du 10 décembre 2021 relatif à la gestion des déchets issus des équipements électriques ou électroniques associés aux dispositifs médicaux utilisés par les patients en auto traitement et les utilisateurs d'autotest.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 19 décembre 2021, texte n° 138 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n° 2021-1176 du 10 septembre 2021 relatif à la gestion des déchets issus des équipements électriques ou électroniques associés aux dispositifs médicaux perforants utilisés par les patients en auto-traitement et les utilisateurs d'autotest.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 12 décembre 2021, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Dépistage

Arrêté du 16 juin 2021 modifiant l'arrêté du 1^{er} août 2016 modifié déterminant la liste des tests, recueils et traitements de signaux biologiques qui ne constituent pas un examen de biologie médicale, les catégories de personnes pouvant les réaliser et les conditions de réalisation de certains de ces tests, recueils et traitements de signaux biologiques.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 22 juin 2021, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

RISQUES CHIMIQUES

Amiante

Arrêté du 24 décembre 2020 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les aéronefs.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 22 janvier 2021, texte n° 19 (www.legifrance.gouv.fr – 8 p.).

Arrêté du 22 juillet 2021 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 11 septembre 2021, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr – 8 p.).

Arrêté du 17 février 2021 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 mars 2021, texte n° 22 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 9 mars 2021 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 12 mars 2021, texte n° 7 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 12 mai 2021 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal Officiel du 16 mai 2021, texte n° 5 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 12 mai 2021 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal Officiel du 16 mai 2021, texte n° 6 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 7 juin 2021 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 9 juin 2021, texte n° 26 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 12 mai 2021 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal Officiel du 16 mai 2021, texte n° 7 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 7 juin 2021 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 9 juin 2021, texte n° 27 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 7 juillet 2021 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal Officiel du 16 juillet 2021, texte n° 32 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 7 juillet 2021 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal Officiel du 16 juillet 2021, texte n° 32 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 7 juillet 2021 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal Officiel du 16 juillet 2021, texte n° 33 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 7 juillet 2021 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal Officiel du 16 juillet 2021, texte n° 34 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 27 décembre 2021 modifiant et complétant la liste des ports susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante en faveur des ouvriers dockers professionnels et personnels portuaires assurant la manutention.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 28 décembre 2021, texte n° 36 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

CMR

Arrêté du 3 mai 2021 modifiant l'arrêté du 26 octobre 2020 fixant la liste des substances, mélanges et procédés cancérigènes au sens du code du travail.

Ministère chargé de la Santé, Journal Officiel du 7 mai 2021, texte n°16 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Règlement (UE) 2021/2204 de la commission du 13 décembre 2021 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne les substances cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (CMR).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L.446 du 14 décembre 2021-pp.34-37.

Étiquetage

Règlement délégué (UE) 2021/643 de la Commission du 3 février 2021 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, l'annexe VI, partie 1, du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 133 du 20 avril 2021, pp. 5-8.

Règlement délégué (UE) 2021/849 de la Commission du 11 mars 2021 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, l'annexe VI, partie 3, du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 188 du 28 mai 2021, pp. 27-43.

Rectificatif au règlement délégué (UE) 2020/217 de la Commission du 4 octobre 2019 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges et corrigeant ce règlement.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 214 du 17 juin 2021, p. 72.

Règlement délégué (UE) 2021/1962 de la Commission du 12 août 2021 rectifiant l'annexe VI du règlement (CE) no 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 400 du 12 novembre 2021, pp. 16-17.

Rectificatif au règlement délégué (UE) 2020/217 de la Commission du 4 octobre 2019 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage

des substances et des mélanges et corrigeant ce règlement.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L440 du 9 décembre 2021, p. 11.

Limitation d'emploi

Règlement (UE) 2021/1297 de la Commission du 4 août 2021 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les acides perfluorocarboxyliques d'une longueur de chaîne comprise entre 9 et 14 atomes de carbone (PFCA en C9-C14), leurs sels et les substances apparentées aux PFCA en C9-C14.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 282 du 5 août 2021, pp. 29-33.

Règlement (UE) 2021/2030 de la Commission du 19 novembre 2021 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne le N,N-diméthylformamide.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 415 du 22 novembre 2021, pp 16-18.

Règlement (UE) 2021/2045 de la Commission du 23 novembre 2021 modifiant l'annexe XIV du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 418 du 24 novembre 2021, pp. 6-10.

Directive déléguée (UE) 2021/647 de la Commission du 15 janvier 2021 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, l'annexe III de la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation de certains composés du plomb et du chrome hexavalent dans les initiateurs pyrotechniques électriques et électroniques à usage civil (professionnel).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 133 du 20 avril 2021, pp. 54-56.

Directive déléguée (UE) 2021/1978 de la Commission du 11 août 2021 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, l'annexe IV de la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation du phtalate de bis(2-éthylhexyle) (DEHP), du phtalate de benzylbutyle (BBP), du phtalate de dibutyle (DBP) et du phtalate de diisobutyle (DIBP) dans des pièces détachées récupérées sur des dispositifs médicaux et utilisées pour la réparation ou la remise à neuf de ces dispositifs médicaux.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 402 du 15 novembre 2021, pp. 65-68.

Directive déléguée (UE) 2021/1979 de la Commission du 11 août 2021 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, l'annexe IV de la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation du phtalate de bis(2-éthylhexyle) (DEHP) dans les composants en matière plastique de bobines de détection pour l'imagerie par résonance magnétique (IRM).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 402 du 15 novembre 2021, pp. 69-76.

Directive déléguée (UE) 2021/1980 de la Commission du 11 août 2021 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, l'annexe IV de la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation du phtalate de bis(2-éthylhexyle) (DEHP) dans les électrodes sélectives d'ions pour l'analyse des fluides corporels humains et/ou des liquides de dialyse.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 402 du 15 novembre 2021, pp. 73-75.

Arrêté du 25 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 5 mars 2020 relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 29 octobre 2021, texte n° 6 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

REACH

Décret n° 2021-395 du 6 avril 2021 portant adaptation du Code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 7 avril 2021, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Règlement d'exécution (UE) 2021/876 de la Commission du 31 mai 2021 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1907/2006 en ce qui concerne les demandes d'autorisation et les rapports de révision ayant trait aux utilisations de substances dans la production de pièces de rechange originales et dans la réparation d'articles et de produits complexes qui ne sont plus produits, et modifiant le règlement (CE) n° 340/2008.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 192 du 1^{er} juin 2021, pp. 3-10.

Règlement (UE) 2021/979 de la Commission du 17 juin 2021 modifiant les annexes VII à XI du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 216 du 18 juin 2021, pp. 121-132.

Valeurs limites

Décret n° 2021-434 du 12 avril 2021 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 14 avril 2021, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr – 6 p.).

Arrêté du 3 mai 2021 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle indicatives pour certains agents chimiques.

Ministère chargé de la Santé, Journal Officiel du 7 mai 2021, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2021-1849 du 28 décembre 2021 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 décembre 2021, texte n° 39 (www.legifrance.gouv.fr – 8 p.).

Arrêté du 9 décembre 2021 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle indicatives pour certains agents chimiques.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 11 décembre 2021, texte n° 67 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n° 2021-1763 du 23 décembre 2021 portant modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 24 décembre 2021, texte n° 34 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Risques mécaniques et physiques

ATMOSPHÈRES DE TRAVAIL

Aération

Arrêté du 20 décembre 2021 relatif aux conditions d'accréditation d'organismes et aux contrôles et mesures permettant de vérifier la conformité de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail prescrits par l'agent de contrôle de l'inspection du travail.

Ministère chargé du travail **Erreur ! Signet non défini.**
Journal officiel du 23 décembre 2021, texte n° 46, (www.legifrance.gouv.fr – 8 p.).

BTP

Coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de santé

Décret n° 2021-652 du 25 mai 2021 relatif aux compétences et à la formation des coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ministère chargé du Travail, Journal Officiel du 27 mai 2021, texte n° 37 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

RISQUES MÉCANIQUES

Ascenseurs

Décision d'exécution (UE) 2021/76 de la Commission du 26 janvier 2021 concernant des normes harmonisées pour les ascenseurs et les composants de sécurité pour ascenseurs élaborées à l'appui de la directive 2014/33/UE du Parlement européen et du Conseil.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 27 du 27 janvier 2021, pp. 20-24.

Arrêté du 5 août 2021 relatif aux conditions d'habilitation des organismes notifiés pour mettre en œuvre les procédures d'évaluation de la conformité des ascenseurs et des composants de sécurité

Ministère chargé de l'Ecologie, Journal officiel du 15 août 2021, texte n° 24 – (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Détachement

Arrêté du 22 décembre 2020 relatif au document d'information remis au salarié détaché pour réaliser des travaux de bâtiment ou des travaux publics.

Ministère chargé du travail. Journal officiel du 12 janvier 2021, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Instruction n° DGT/RT1/2021 du 19 janvier 2021 relative au détachement international de salariés en France.

Ministère chargé du travail. https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/instruction_detachement_dgt_19_012021.pdf, 74 p.

Arrêté du 8 juin 2021 aménageant les règles relatives à la formation des coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé afin d'en permettre l'accès à des étudiants dans le cadre de leur cursus universitaire.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 18 juin 2021, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Equipements sous pression

Ordonnance n° 2021-957 du 19 juillet 2021 modifiant le chapitre VII « Produits et équipements à risques » du titre V du livre V du Code de l'environnement.

Ministère chargé de l'Ecologie, Journal officiel du 21 juillet 2021, texte n° 7 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

PROTECTION INDIVIDUELLE

Décision d'exécution (UE) 2021/395 de la Commission du 4 mars 2021 modifiant la décision d'exécution (UE) 2020/668 en ce qui concerne les normes harmonisées relatives aux propriétés électrostatiques des vêtements de protection, aux vêtements de protection pour les sapeurs-pompiers et les motocyclistes, à l'habillement de protection destiné à la pratique du surf, aux vêtements de protection portés par les opérateurs appliquant des pesticides et pour les travailleurs de rentrée, à l'équipement de visualisation améliorée pour des situations à risque modéré, à l'équipement d'alpinisme et d'escalade et aux vêtements de protection contre les dangers thermiques d'un arc électrique.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L77 du 5 mars 2021, pp. 35-39.

RISQUES PHYSIQUES

Eclairage

Arrêté du 23 novembre 2021 relatif aux méthodes de mesure permettant de vérifier la conformité de l'éclairage des lieux de travail et aux conditions d'accréditation des organismes pouvant procéder aux relevés photométriques prescrits par l'agent de contrôle de l'inspection du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 décembre 2021, texte n° 43 (www.legifrance.gouv.fr - 10 p.).

Installations électriques / matériels électriques

Arrêté du 7 avril 2021 fixant les modalités de réalisation des travaux sous tension sur les installations électriques dans le domaine de la basse tension et les références des normes applicables en la matière.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 11 avril 2021, texte n° 34 (www.legifrance.gouv.fr - 3 p.).

Arrêté du 21 décembre 2021 portant agrément d'organismes compétents pour la formation aux travaux sous tension sur les installations électriques visés à l'article R. 4544-11.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 26 décembre 2021, texte n° 51 (www.legifrance.gouv.fr - 5 p.).

Rayonnements ionisants

Décret n° 2021-1091 du 18 août 2021 relatif à la protection des travailleurs contre les risques dus aux rayonnements ionisants et non ionisants.

Ministère chargé du Travail, Journal Officiel du 20 août 2021, texte n° 32 (www.legifrance.gouv.fr - 4 p.).

Arrêté du 30 juin 2021 relatif aux lieux de travail spécifiques pouvant exposer des travailleurs au radon.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 11 août 2021, texte n° 14 (www.legifrance.gouv.fr - 3 p.).

Arrêté du 28 juin 2021 relatif aux pôles de compétence en radioprotection.

Ministères chargés du Travail, de l'Ecologie et de l'Agriculture. Journal Officiel du 1^{er} juillet 2021, texte n°6 (www.legifrance.gouv.fr - 6 p.).

Arrêté du 15 juin 2021 portant homologation de la décision n° 2021-DC-0704 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 4 février 2021 établissant la liste des activités à finalité médicale utilisant des dispositifs médicaux émetteurs de rayonnements ionisants soumises au régime d'enregistrement et les prescriptions relatives à ces activités.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 18 juin 2021, texte n°42 (www.legifrance.gouv.fr - 9 p.).

Arrêté du 5 juillet 2021 portant homologation de la décision n° 2020-DC-0694 de l'autorité de sûreté nucléaire du 8 octobre 2020 relative aux qualifications des médecins ou chirurgiens-dentistes qui réalisent des actes utilisant des rayonnements ionisants à des fins médicales ou de recherche impliquant la personne humaine, aux qualifications requises pour être désigné médecin coordonnateur d'une activité nucléaire à des fins médicales ou pour demander une

autorisation ou un enregistrement en tant que personne physique.

Ministères chargés du Travail, de l'Ecologie, de la Santé et de l'Enseignement. Journal Officiel du 6 juillet 2021, texte n°33 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

RISQUE ROUTIER / TRANSPORT

Engins mobiles non routiers

Décret n° 2021-1499 du 17 novembre 2021 relatif à la réception européenne des moteurs des engins mobiles non routiers.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 19 novembre 2021, texte n° 5 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Transport de matières dangereuses

Arrêté du 25 janvier 2021 dérogeant à certaines dispositions de l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit " arrêté TMD ").

Ministère chargé de l'environnement. Journal officiel du 29 janvier 2021, texte n° 3 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 14 mai 2021 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal Officiel du 15 mai 2021, texte n° 7 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Arrêté du 28 mai 2021 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal Officiel du 30 mai 2021, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Transport de personnes

Décret n° 2021-542 du 30 avril 2021 abaissant l'âge minimal pour la conduite de certains véhicules lourds de transport en commun par des personnes ayant bénéficié d'une formation spécifique.

Ministère chargé des Transports, Journal Officiel du 2 mai 2021, texte n° 72 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2021-1482 du 12 novembre 2021 relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs.

Ministère chargé des transports. Journal officiel du 14 novembre 2021, texte n° 32 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Véhicules

Arrêté du 12 mai 2021 modifiant l'arrêté du 2 mars 1995 relatif à l'équipement en extincteurs des véhicules de transport de marchandises.

Ministère chargé de l'Ecologie, Journal Officiel du 30 mai 2021, texte n°8 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Textes officiels

environnement, santé publique et sécurité civile

Environnement

DÉCHETS

Décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 27 mars 2021, texte n° 4 (www.legifrance.fr - 5 p.).

Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement

Ministère de l'Environnement, Journal officiel du 3 août 2021, texte n°8 (www.legifrance.gouv.fr - 9 p.).

Décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 31 mars 2021, texte n° 3 (www.legifrance.fr - 3 p.).

Décret n° 2021-1285 du 1^{er} octobre 2021 relatif à l'identification des substances dangereuses dans les produits générateurs de déchets.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 3 octobre 2021, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux

Ministère chargé de l'écologie. Journal officiel du 18 septembre 2021, texte n°4 (www.legifrance.gouv.fr - 3 p.).

Arrêté du 16 septembre 2021 pris en application des articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du Code de l'environnement

Ministère chargé de l'écologie. Journal officiel du 18 septembre 2021, texte n°5 (www.legifrance.gouv.fr - 3 p.).

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement.

Ministère chargé de l'Ecologie, Journal officiel du 28 décembre 2021, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr - 5 p.).

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante.

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal officiel du 28 décembre 2021, texte n°12 (www.legifrance.gouv.fr - 6 p.).

TRAVAUX A PROXIMITÉ DES RESEAUX

Arrêté du 22 février 2021 modifiant l'arrêté du 29 avril 2019 fixant la liste des diplômes et titres permettant la délivrance de l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 9 avril 2021, texte n°19 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Sécurité civile

SECOURISME

Arrêté du 21 décembre 2020 portant organisation de la formation continue dans le domaine des premiers secours.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 5 janvier 2021, texte n° 3 (www.legifrance.gouv.fr - 21 p.).

Décret n° 2021-758 du 11 juin 2021 relatif à l'intégration dans la formation des arbitres et juges des fédérations agréées d'une sensibilisation à la lutte contre l'arrêt cardiaque et aux gestes qui sauvent.

Ministère chargé du Sport. Journal officiel du 13 juin 2021, texte n°24 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Décret n° 2021-469 du 19 avril 2021 relatif à la sensibilisation à la lutte contre l'arrêt cardiaque et aux gestes qui sauvent.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 20 avril 2021, texte n° 54 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Index des mots-clés

Mots-Clés	Pages
Accident du travail _____	3
Activité partielle _____	13
Aération _____	19
Agriculture _____	5
Amiante _____	14,15
Arrêt de travail _____	13
Ascenseurs _____	19
Atmosphère de travail _____	19
BTP _____	19
CARSAT - CGSS _____	8
CMR _____	16
COCT et CROCT _____	8
Contact COVID _____	13
Coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de santé _____	19
COVID-19 _____	9,10,11,12,13
CSE _____	7,8
Déchets _____	14,22
Déclaration _____	3
Dépistage _____	14
Détachement _____	19
Eclairage _____	20
Engins mobiles non routiers _____	21
Environnement _____	22,23
Etat d'urgence sanitaire _____	9
EPI _____	20
Équipement sous pression _____	19
Etat d'urgence sanitaire _____	11 à 14
Étiquetage _____	16
Fonction publique _____	5,6
Formation _____	8
Handicap _____	6
Harcèlement _____	9
Inspection du travail _____	8
Installations électriques / matériels électriques _____	20

Mots-Clés	Pages
Jeunes _____	6,7
Limitation d'emploi _____	16,17
Maladie professionnelle _____	3
Mesures de prévention _____	9,10,11
Mines et carrières _____	7
Normalisation _____	8
Organisations syndicales _____	8
Organismes accrédités _____	8,9
Passe sanitaire _____	11
Plateforme numérique _____	7
Produit chimique _____	16 à 18
Protection individuelle _____	20
Rayonnements ionisants _____	20
Reach _____	17,18
Réparation _____	3
Restauration sur les lieux de travail _____	11
Risques biologiques _____	9
Risques chimiques _____	9,14
Risques mécaniques _____	19
Risques physiques _____	19,20
Risque routier _____	21
Risques psychosociaux _____	9
Secourisme _____	23
Sécurité sociale _____	3
Services de santé _____	11
Surveillance médicale _____	9
Tableaux _____	3,4
Tarifcation _____	4
Télétravail _____	7
Thanatopraxie _____	12
Transport de matières dangereuses _____	21
Transport de personne _____	21
Travaux à proximité de réseaux _____	23
Vaccination _____	12
Valeurs limites _____	18

Véhicules _____ 21